

PARLEMENT WALLON

SESSION 2005-2006

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

Séance publique de Commission *

**Commission de l'Economie, du Tourisme
et de la Politique agricole**

Lundi 14 novembre 2005

* Application de l'art. 17, § 5, du Règlement du Parlement wallon

donc décidé de cibler les moyens dans 23 zones bien délimitées, où se concentrent la situation la plus rude et les enjeux les plus cruciaux.

Dans ces zones, les problèmes sont plus étendus sur un plan géographique. Je pense que c'est la raison pour laquelle le Ministre Lutgen a toujours défendu l'option du plus grand nombre de communes éligibles au FIDER qu'à l'autre Fonds d'impulsion.

S'il existe une discrimination, c'est bien entendu une discrimination positive. La raison d'être des Fonds d'impulsion a toujours été de donner davantage à ceux qui en ont le plus besoin. Quand la discrimination se justifie par un souci d'équité et de cohésion, elle est positive et doit être fortement encouragée.

M. Bernard Wesphael (Écolo). – Je remercie le Ministre pour sa réponse.

LA PLACE ET LE RÔLE DES DÉMARCHES PROSPECTIVES DES GRANDES VILLES WALLONNES ET DES INSTANCES SUPRA OU INTERCOMMUNALES À L'AUNE DU «PLAN MARSHALL»

M. Bernard Wesphael (Écolo). – Je vous ai déjà interpellé sur ce point précédemment. En résumé, dans la région de Liège, un certain nombre d'acteurs de bonne volonté se sont associés pour proposer une série de pistes destinées à améliorer la situation économique de la région. Il semble pourtant que ce travail ait été réalisé en vain.

Ainsi, le plan «Liège 2020» – puisque c'est ainsi que s'intitule le projet – prônait-il un scénario d'avenir qui recentrait l'avenir de la province dans ses propres mains. Il proposait de favoriser des projets endogènes associés à une gouvernance plus efficace dont chacun reconnaît ici la nécessité.

Quarante personnes ont travaillé à cette étude. Ceux-ci viennent de tous bords : scientifiques, syndicalistes, voire littéraires. Pour une fois, on transcendait une logique de clivage.

Je m'attendais donc à ce qu'un tel document puisse être saisi par un groupe de développement économique mais il apparaît que ce dossier a été classé verticalement. J'en suis bien désolé étant donné qu'il s'agit d'un travail qui n'est pas le fait d'une bande de farfelus.

Dès lors, Monsieur le Ministre, que comptez-vous faire de cette étude ? Cela vaut-il encore la peine de faire preuve de dynamisme ?

Un projet similaire a vu le jour à Charleroi et au vu de l'attitude actuelle, on peut craindre que le plan «Charleroi 2020» connaisse le même destin. C'est une situation que je trouve extrêmement délicate et même insupportable vu le nombre de personnes impliquées dans ce projet. Comptez-vous dès lors en faire un complément au Plan Marshall ou renvoyer purement et simplement les initiateurs de ce projet à leurs chères études ?

M. Jean-Claude Marcourt, Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur. – Monsieur le Député pose ici une question très intéressante mais également très particulière. Je suis très heureux d'entendre les éloges de M. Wesphael à l'égard de l'initiative carolorégienne. Toutefois, il ne faudrait pas confondre le rôle du Ministre et celui des acteurs locaux.

Il est tout aussi important de ne pas travailler de manière contradictoire que de favoriser le dynamisme local.

Le plan «Liège 2020» suit une philosophie très comparable à celle du Plan Marshall. Toutefois, ce dernier a une vocation régionale et il n'est pas question d'y intégrer autre chose. Le Plan Marshall

considère la Wallonie comme un ensemble unique. Dans cet ensemble, il privilégie un nombre d'objectifs particuliers. Ceci ne doit pas empêcher une série de déclinaisons en fonction des réalités locales.

Vous dites beaucoup de bien de l'initiative carolorégienne. J'en ai eu moi-même des échos très positifs. La démarche liégeoise est également très positive. Dans les deux cas, on retrouve globalement les lignes de force du Plan Marshall. Il s'agit davantage de déclinaisons locales que de plans différents. Il n'existe pas de différences fondamentales. Pour ma part, je soulignerai davantage la cohérence des institutions indépendamment de divergences microstructurelles.

M. Bernard Wesphael (Écolo). – Vous ne me rassurez qu'à moitié. En effet, il est connu que SPI+ devrait devenir l'antenne liégeoise de coordination en matière de redéploiement économique.

M. Jean-Claude Marcourt, Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur. – Je n'ai jamais dit une telle chose. Pour l'heure, il importe que les interlocuteurs locaux désignent endéans les six mois un porte-parole avec lequel la Région pourrait traiter. Si, après six mois, rien n'est fait, la Région tranchera. Pour le moment, je souhaite le consensus. Je n'ai aucune préférence.

M. Bernard Wesphael (Écolo). – Je prends acte que le Groupe de Relance économique a déjà pris pied. J'espère que l'étude «Liège 2020» sera prise en compte. J'ai bien compris que ces plans sont complémentaires au Plan Marshall et qu'il est nécessaire d'apporter des projets locaux concrets.

QUESTIONS ORALES (SUITE)

LES RETARDS DE PAIEMENT SUR LE *PHASING OUT* OBJECTIF 1 EN MATIÈRE ÉCONOMIQUE

Mme Florine Pary-Mille (MR). – Dans le cadre du *phasing out* de l'Objectif 1 en province de Hainaut, le Gouvernement précédent a consacré un important budget à l'animation économique. Pour ce faire, une mesure spécifique y a été dédiée et l'ensemble des opérateurs a déposé une fiche-projet unique.

Depuis 2002 et jusqu'en 2006, près de 50 millions d'euros seront dédiés à la stimulation économique.

Dans le cadre du suivi et du contrôle des actions entreprises sur le terrain, les opérateurs doivent fournir trimestriellement des déclarations de créances et un rapport d'activités. Sur base de ces documents, la Région wallonne donne son feu vert pour la liquidation des subventions dues.

On me rapporte que ce système comporte quelques lacunes en raison d'un très important retard dans le chef de vos services. Certains opérateurs auraient même jusqu'à plus d'un an de déclarations de créances de retard non remboursées par la Région.

Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cet état des choses ? Quelles sont les raisons de cette difficulté ? Enfin, quelles sont les dispositions destinées à résorber le retard et à rembourser les opérateurs au plus vite ?

M. Jean-Claude Marcourt, Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur. – L'Animation économique en province du Hainaut mobilise actuellement 18 opérateurs de terrain. Ceux-ci ont effectivement connu dans le passé des retards importants dans le traitement de leurs déclarations de créance. Ces retards administratifs sont principalement dus à une carence en personnel dans les services concernés. En février 2003, l'Administration attirait déjà l'attention du Ministre de l'Économie de l'époque sur ce problème.